

tement d'État aux Affaires urbaines est décidément nécessaire pour coordonner l'utilisation de toutes les ressources du pays, surtout à notre époque où il devient toujours plus difficile pour les villes de gérer leurs propres affaires. Pour mieux servir les besoins de la ville et de l'ensemble du pays, nous croyons qu'il est nécessaire et urgent d'adapter certaines de nos responsabilités et certains de nos arrangements financiers avec les collectivités locales.

Des représentants des trois échelons de gouvernement devraient se réunir le plus tôt possible pour prendre une décision au sujet des attributions de ce nouveau département d'État, pour s'assurer qu'elles ne se chevauchent pas et n'agissent pas à contre-courant. Nous atteindrons l'an 2000 dans 30 ans. Les spécialistes ont prédit que la population globale du Canada sera alors de 34 millions. Sur ce nombre, on calcule qu'environ 44 p. 100 de tous les Canadiens vivront dans trois grandes agglomérations urbaines: environ 6.5 millions à Toronto, 6.25 millions à Montréal et 2.3 millions à Vancouver. La nouvelle structure bureaucratique que propose le gouvernement aujourd'hui devrait être mise sur pied dès maintenant pour remédier à certains effets négatifs de la polarisation de notre pays.

Le Canada peut-il encore être politiquement viable si notre population est groupée dans trois grandes villes seulement? Sera-t-il possible de maintenir une identité canadienne clairement définie dans ces circonstances? Il appartiendra à ce département de veiller à ce que le rôle de plus en plus prépondérant des grandes zones urbaines n'implique pas le dépérissement du reste du pays. En coopération avec le ministère de l'Expansion économique régionale, le département d'État aux Affaires urbaines devrait rechercher le moyen d'orienter cette évolution de manière à consolider les forces qui assurent la cohésion de notre pays.

Pouvons-nous tolérer qu'une partie du pays soit en pleine croissance, tandis que la stagnation économique régnerait ailleurs? Est-il concevable que l'éventail démographique de nos villes aille des riches à ceux qui vivent dans une pauvreté extrême, ce dernier groupe étant enfermé dans des ghettos interurbains, alors que les riches se barricaderaient dans des enclaves privées pour se défendre contre le désordre à l'entour? A toutes ces questions, monsieur l'Orateur, les gens chargés de définir les priorités de ce nouveau ministère devront trouver des réponses.

● (8.30 p.m.)

En dépit de notre vaste territoire, roc, fondrières et climat font que la population doit se concentrer dans trop peu de régions. Ces régions favorisées par la nature et les facteurs économiques sont celles de nos grandes villes. Nous nous appuyons sur les gens de certains pays du Sud dont les maisons sont du genre boîtes à savon, mais ils sont près de la nature. L'hygiène est leur problème majeur, comme chez nous. Mais nous avons plus de problèmes encore, même si nous cherchons à construire des boîtes gratte-ciel dans ces régions du Canada.

C'est de plus en plus difficile pour nos citoyens d'être en communion avec la nature. On comprend facilement la présence de pareils bâtiments dans une île relativement peu étendue et accidentée comme Hong-Kong, mais dans le cas de villes comme Toronto, on devrait s'attendre à une planification, des services et des modes de

[M. Ryan.]

construction convenables et modernes. Il me semble qu'on devrait pouvoir leur épargner les enchevêtrements et les encombrements des canyons arides comme Manhattan, ou quelques-uns réussissent à acquérir des millions mais où plusieurs donnent dans le vagabondage et couchent à la belle étoile, et où la vie perd sa qualité essentielle.

Rien d'étonnant à ce que le maire John Lindsay de New York veuille que sa ville ne fasse plus partie de l'État de New York. Cela viendra peut-être. La raison primordiale, c'est que New York passe par des difficultés financières et ne peut régir ses affaires comme le font d'ordinaire les grandes villes des autres parties du monde. Nos grandes villes sont exactement dans la même situation, sauf que pour une raison ou pour une autre, Montréal semble pouvoir mieux exercer son autonomie que Toronto. Les législateurs de tout d'Ontario disent aux Torontois comment ils devraient agir et pourtant les régions rurales et les petites villes de l'Ontario sont un monde tout à fait différent de la grande agglomération torontoise. On allègue que les villes dépensent trop et que c'est la raison de leurs difficultés financières. C'est le contraire qui est vrai, car nos gouvernement fédéral et provinciaux soutirent tout ce qu'ils peuvent des villes pour le donner à d'autres. J'aimerais savoir combien de dollars la province d'Ontario soutire au grand Toronto dans l'intérêt des villes éloignées et de la campagne et combien sont dépensés pour la ville elle-même. Mais j'aimerais surtout savoir combien le gouvernement fédéral retire du grand Toronto et ce qu'il lui donne en retour, car je suis sûr qu'il retire beaucoup plus que la province et donne en retour beaucoup moins.

Depuis une vingtaine d'années, la forte mécanisation des fermes et l'encouragement à l'abandon des exploitations marginales ont supprimé l'emploi de milliers de travailleurs agricoles et autres. Ils ont dû émigrer vers les villes pour survivre. Leurs besoins en fait de logements ajoutés à ceux d'autres émigrants ont provoqué une croissance rapide des banlieues. Cela a été encouragé par des prêts fédéraux au logement et a provoqué une lourde charge pour les villes en matière de services et de transports. Actuellement, avec la longue période de chômage anormalement élevé que nous traversons, il a été nécessaire de réduire les normes urbaines de bien-être pour tenir le coup. Elles ont raison de réclamer une part équitable de la richesse qu'elles parviennent encore à s'assurer. Peut-être ne s'écoulerait-il pas longtemps avant que nos grandes villes demandent le statut provincial, ce qui créera un problème grave dans notre confédération, car bien que leurs besoins et leur production de richesse soient supérieurs à tous les niveaux, de tous les niveaux de gouvernement, elles ont le plus faible accès aux recettes fiscales. Cette demande de statut provincial ne diminuera pas mais s'intensifiera si l'actuel ministre sans portefeuille chargé du logement et des affaires urbaines (M. Andras), qui est le ministre désigné des Affaires urbaines, fait encore des déclarations comme celle que comportait son discours de Halifax le 17 mai lorsqu'il a déclaré:

Les tendances économiques et démographiques qui se font jour actuellement doivent être contenues et, dans une certaine mesure, réorientées. Sinon, elles ne feront qu'accroître la domination et les pouvoirs des centres urbanisés et industrialisés et des régions limitrophes.

Monsieur l'Orateur, le ministre se fait une idée fautive de la nécessité qu'il y a à contenir ou à réorienter. Ce